

Jeudi 14 Mars 1872

Prix du Numéro : 10 Centimes

Les Manuscrits ne sont pas rendus

REDACTION : PARIS, RUE MONTMARTRE, 123

Directeur politique : LÉONCE DÉTROVAT

LA LIBERTÉ

Jeudi 14 Mars 1872

Années : MM. Ch. Lacroix, G. et C., 6, place de la Bourse

40 FR. PAR AN. — 24 FR. PAR SEMESTRE. — 13 FR. PAR TRIMESTRE

BUREAUX : PARIS, RUE MONTMARTRE, 146

Administrateur : LOUIS GAL

La remarquable étude de M. Charles Garnier sur l'exposition des œuvres de Henri Regnault nous oblige à interrompre, pour aujourd'hui seulement, la publication du feuilleton.

LES TELEGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

Allemagne

Berlin, 12 mars.

M. de Bismarck est parti cette après-midi pour ses propriétés à Lauenbourg.

Le Journal officiel de l'Empire promulgue la loi sur l'inspection scolaire, sanctionnée par le Reichstag.

Espagne

Madrid, 12 mars, soir.

La Gazette officielle publie un décret autorisant M. Ortega à établir un câble télégraphique sous-marin entre l'Angleterre et l'Espagne. Ce câble doit aboutir à l'embarcadere de la Bidasca, près d'Irun. Il devra fonctionner dans deux ans.

Madrid, 12 mars, soir.

Les ministères calculent que les oppositions socialistes obtiendront cent sièges au congrès.

Le rapport de la commission de l'Assemblée républicaine fédérale sur l'amélioration de la condition des ouvriers, dit que la commission a voulu s'entendre avec l'Internationale, mais cette dernière a refusé en disant qu'il n'était pas possible de changer en un moment l'organisation sociale. La commission propose de modifier par un décret cette organisation par la réduction des heures de travail, et l'interdiction de l'entrée des ateliers aux femmes et aux enfants, en encourageant les établissements de caisses de secours mutuels, en organisant des jurys mixtes de capitalistes et de travailleurs, en accordant la liberté des grèves, enfin, en changeant les bases actuelles du crédit.

Etats-Unis

New-York, 12 mars, soir.

Le parti Gault a donné son adhésion à l'élection du général Dix comme président de la direction du chemin de fer de l'Érie.

(Agence Havas)

PARIS, MERCREDI 13 MARS 1872

LE BULLETIN POLITIQUE

Nous publions plus loin le nouveau projet de loi contre l'Internationale, rédigé par la commission.

Si nous le comparons avec le projet du Gouvernement, qu'il est destiné à remplacer, nous n'y découvrons pas une amélioration sensible au point de vue juridique, et nous pouvons prédire à ses auteurs que M. Bertaud, qui a fait si bonne justice de l'œuvre de M. Dufaure, ne sera que médiocrement satisfait de celle qu'ils y ont substituée.

A l'égard du fond, le projet de la commission comporte toutes les critiques que comportait le projet du Gouvernement. Le premier, comme le second, porte atteinte à la liberté d'association, c'est-à-dire à la liberté de critique, à la liberté de discussion, à la liberté de contrôle ; ni l'un ni l'autre ne peuvent avoir nos sympathies.

La Times a reçu de son correspondant de Versailles une dépêche de laquelle il résulte que les négociations avec le gouvernement allemand pour l'évacuation anticipée du territoire français, ont été entamées avant la retraite de M. Pouyer-Quertier, et que ces négociations ont pour base le paiement des 3 milliards entre le 31 décembre prochain et le 31 décembre 1876, à raison d'un milliard dans le courant de cette année, et d'un demi-milliard dans chacune des quatre années suivantes.

Nous n'accordons à la seconde partie de cette nouvelle qu'une créance très incertaine.

Dernièrement encore, un membre du gouvernement, du haut de la tribune de l'Assemblée nationale, exposait la nécessité et annonçait sa résolution de garder le secret le plus rigoureux sur ces négociations. Il est bien invraisemblable qu'aucun de nos ministres soit sorti de la réserve convenue, en faveur d'un reporter du Times.

Depuis plusieurs jours on discute vivement, dans la presse et dans le public, la question de savoir si les princes d'Orléans ont été ou vont être rétablis sur les cadres de l'armée et de la marine. Une note de l'Indépendance belge, reproduite par le Journal des Débats, organe officieux des princes, affirme que le duc d'Aumale et le prince de Joinville ont déjà obtenu satisfaction et qu'aujourd'hui le duc de Nemours fait la même demande. Nous aimons à croire que le correspondant français de l'Indépendance belge qui lui transmet cette nouvelle, et le Journal des Débats qui lui fait si bon accueil, prennent leurs espérances pour des réalités. En tous cas, il nous semble impossible que le Gouvernement, s'il a pris la détermination qu'on lui prête, ne rende pas compte à l'armée et au public, justement émus, des motifs qui l'ont inspiré.

Nous lisons dans une dépêche de Madrid que l'Assemblée républicaine fédérale pour l'amélioration de la condition des ouvriers a voulu s'entendre avec l'Internationale, mais que cette dernière a refusé en disant qu'il n'était pas possible de changer, en un moment, l'organisation sociale. Ceci nous étonne fort de la part de l'Internationale, qui nous a habitués à des maximes et à des procédés plus radicaux, plus révolutionnaires. Nous aimons mieux croire qu'elle a trouvé l'Assemblée républicaine fédérale trop modérée dans le choix de ses moyens. Cette Assemblée, en effet, a proposé de modifier par un décret l'organisation sociale par la réduction des heures de travail et l'interdiction de l'entrée des ateliers aux femmes et aux enfants ; en encourageant les établissements de caisses de secours mutuels ; en organisant des jurys mixtes de capitalistes et de travailleurs ; en accordant la liberté des grèves ; enfin, en changeant les bases actuelles du crédit.

QUESTION DU JOUR

LES VIOLENCES DE L'ASSEMBLEE

C'est bien fait cette fois du projet

Victor Lefranc et des poursuites de l'Assemblée contre les journaux. La séance déplorables qui a eu lieu hier à Versailles, a donné le coup de grâce à toute tentative qui pourrait désormais se produire, de rigueurs déclarées nécessaires contre la liberté de parler ou d'écrire. Il y a deux jours, le général Changarnier ne craignait pas déjà de demander pour deux de ses collègues, ses adversaires politiques, MM. Rouvier et Pierre Lefranc, l'amnistie du délit de rébellion ; mais hier, les violences de toutes sortes ont atteint un degré tel, que le président de l'Assemblée a été obligé de se couvrir.

Quel est donc le membre de cette Chambre qui osera accuser à l'avenir la presse de manquer de déférence envers la représentation nationale ? Quand une Assemblée prétend commander aux autres le respect pour elle, il faut avant tout que les hommes qui la composent donnent eux-mêmes le bon exemple, et qu'ils commencent par

se respecter entre eux. L'Assemblée de Versailles n'a pas le droit de jouer à la Convention, d'en rappeler les violences. Celles-ci s'expliquaient assez par la gravité des circonstances, par cette unanimité du patriotisme qui animait les représentants du peuple, par la grandeur du but, par cet échafaud sanglant dressé sur les places publiques et à la porte des prisons comme un défi jeté à leur courage. Et puis, d'ailleurs, n'avaient-ils pas contre le général Changarnier et le général Kellermann, pour gagner les batailles de Valmy et de Jemmapes.

Nous sommes à terre, épuisés par les désastres, nous ne pouvons nous relever sans beaucoup de prudence et d'énergie ; nous avons besoin d'alliés, si petits qu'ils soient, pour nous soutenir. Or, nous voyons ceux-là même qui ont chargé de notre avenir oublier que l'étranger est chez nous, ne se préoccupent que des sympathies et des exigences de parti, préparant des interpellations pour protéger le pape en provoquant ainsi l'Italie et élaborer des lois de rigueur contre la presse. Nous voyons, en un mot, l'Assemblée nationale se faire un foyer de coteries. Nous avons changé de gouvernement, c'est vrai ; mais, hélas ! nous avons bien gardé le même caractère qu'auparavant. Il n'y a de changé que les noms : Les députés s'appellent des représentants, et la Monarchie Républicaine.

C'est pas ainsi, certes, que nous nous libérons. C'est pas ainsi que nous parviendrons à fonder un gouvernement durable. La République, peut-être, pour s'établir solidement, de faire preuve de modération, de patience, d'abnégation. Les monarchistes, qui le savent parfaitement, ne cessent de provoquer les républicains pour les déconsidérer aux yeux de la majorité de la nation, et ceux-ci tombent grossièrement dans le piège. C'est pitié que d'assister à un pareil spectacle.

Que M. Thiers daigne nous croire ; qu'il ajourne toute proposition tendant à modifier l'ordre de choses actuel ; qu'il écarte ainsi tout motif de discorde dans l'Assemblée ; qu'il saisisse seulement ses collègues de projets de loi tendant à refaire notre organisation militaire, à répandre l'instruction jusque dans les plus basses classes de la société ; qu'il gagne ainsi la confiance des nations de l'Europe ; qu'il nous prépare des alliances et augmente notre crédit.

Le jour où, en 1871, il monterait à la tribune déclarer que le Gouvernement de la République a soldé les 5 milliards à la Prusse et que les troupes étrangères ont évacué le territoire, ce jour-là, on n'en peut douter, la République serait fondée. Le nom de M. Thiers serait inscrit sur les pages de l'histoire, à côté de celui de Washington. Il ne dépend que des républicains de l'Assemblée qu'un pareil triomphe s'obtienne. Ils l'obtiendront par le calme et en évitant, à tout prix, les scènes de désordre auxquelles nous assistons depuis deux jours, et qui éloignent de nous toutes les sympathies et tous les concours dont nous avons tant besoin.

LÉONCE DÉTROVAT.

ECHOS PARLEMENTAIRES

12 mars.

On aurait pu croire que l'Assemblée avait réfléchi sur le danger qu'il y avait, pour sa dignité, sa réputation, son autorité, à siéger et à voter au milieu d'un tumulte peu digne de cette « compagnie respectable » dont parlait le général Changarnier à la tribune. La séance d'aujourd'hui a prouvé qu'il n'en était rien.

Le prince de Galles assistait hier, assuré-ment, au mezzo termine du débat sur MM. Pierre Lefranc et Rouvier. Il a pu voir, de la

loge présidentielle, les orateurs de l'extrême gauche provoquer le président de l'Assemblée et jouer aux Manuels sur une question de règlement assurément controversable, et où ils avaient peut-être raison, mais qu'il eût été plus patriotique d'abandonner, si elle ne devait être soulevée et résolue au prix de telles atteintes à la majesté de la représentation.

Le point de droit a son importance assurément, et de même que la Liberté s'est prononcée hier contre la formule provocante donnée par le général Changarnier à son ordre du jour, elle se prononcera aujourd'hui pour l'observation quand même du règlement. Mais au-dessus du règlement, il y a certaines convenances patriotiques, nationales, dont l'observation ou la violation sont autrement graves que le respect ou le mépris des articles qui régissent la discussion et le vote des propositions émanées de l'initiative parlementaire.

On avait annoncé que la gauche extrême était résolue à protester contre la validité de l'ordre du jour motivé, voir hier par la Chambre à une écrasante majorité.

A peine la séance est-elle ouverte que l'honorable M. Scholcher monte à la tribune pour redire et expliquer les paroles qu'il a prononcées hier au milieu du tumulte et qui n'ont pu être entendues de ses collègues. Il affirme son désir de ne point s'écarter de la modération d'un homme de bonne compagnie (Le mot fait fortune, grâce au général Changarnier) ; mais il profite de la circonstance pour signaler la cause de ce tumulte : c'est une simple rectification de fait. Qui oserait s'en plaindre ? Or, si M. Scholcher n'a pu être entendu, et si ses paroles se sont perdues dans un vacarme indescriptible, c'est que le président de l'Assemblée (L'orateur peut le nommer, il ne préside plus : c'est l'honorable M. Vitet) avait au préalable violé d'une façon formelle le règlement. « Voilà pourquoi votre loi est inconstitutionnelle. »

Le lecteur aperçoit d'ici l'effet de cette modération de bonne compagnie : c'est de l'huile sur un feu qui ne demande qu'à flamber.

M. Rouvier, un des députés mis en cause se charge de la démonstration commencée par l'honorable M. Scholcher. Au milieu du bruit, on distingue vaguement qu'il prétend avoir repris, à titre d'amendement, le projet primitif de la commission. Conformément au règlement, les amendements doivent toujours avoir la priorité sur les propositions à la suite desquelles ils sont introduits. En passant au vote de l'ordre du jour motivé, l'Assemblée a donc violé les dispositions qu'elle a décrétées elle-même comme règle de ses délibérations.

L'honorable M. Saint-Marc Girardin, qui tient tête aujourd'hui à la tempête parlementaire, n'est guère plus heureux que son collègue en Académie, l'honorable M. Vitet. Il s'efforce de persuader à la gauche que l'on ne peut, au sujet d'une rectification au procès-verbal, discuter les actes accomplis dans une autre séance, et irrévocables. Mais il perd son temps, son latin, et même son français, qu'il sait si bien.

L'honorable M. Vitet (quelle mésaventure pour les belles-lettres et l'Académie !) vient demander une réparation à l'honneur du centre droit, dont il est un des membres les plus importants. Il a lu dans le Journal officiel que M. Brisson a taxé de faux le vote auquel s'est rangée la Chambre, hier, sous sa présidence. Il demande la suppression de ce mot.

M. Brisson a des dispositions pour les rôles agressifs qui se jouent d'ordinaire dans une minorité plus intolérante que la majorité qu'elle provoque. Son geste est solennel, saccadé, son accent sourd. Il enregistre les violations commises au règlement. On n'en connaît qu'une, suffisante toutefois. Il en révèle trois.

La violence appelle la violence. Ce sont des réactions aussi inévitables dans le sein d'une assemblée, que les concordances arithmétiques.

mais trop haut cotée pour la situation actuelle de la Société.

Le Mobilier est sans affaires ; on offre sans trouver preneurs. La Générale est immobile. La Société des dépôts et comptes courants n'a pas de cours. Nous ne croyons pas qu'il soit aujourd'hui possible de vendre sur le marché un de ces titres. Les actions de la Banque de Paris sont très fermes.

Les actions de chemins de fer sont en très bonne tenue : le comptant est fort actif.

Les Transatlantiques ont baissé à 240 fr. Le Suez a repris à 295 ; les résultats de l'assemblée ont été très satisfaisants.

Sur les valeurs étrangères, l'Italien paraît stationnaire ; on cote 68 80 au comptant. Pour les fonds étrangers, la faveur se porte sur le Péruvien. Nous avons annoncé la hausse ; et le se produit aujourd'hui dans une très forte proportion. Nous avons laissé le titre à 85 50 ; nous le trouvons aujourd'hui à 85 50. Le Dollar est délaissé ; on vend du Dollar pour acheter des fonds français. C'est un arbitrage très intelligent. Le Russe est en baisse à 92 3/4.

Point de changements bien sensibles sur les valeurs des institutions de crédit étrangères, non plus que sur les chemins étrangers.

Trois heures. — Bourse plus calme en clôture. A terme le 3 0/0 est à 57 77 ; le 5 0/0 à 89 37, et l'Italien à 68 80. Les Bourses allemandes sont faibles. Les deux cotes de Londres sont sans changement.

D'ANGLAIS.

LES TELEGRAMMES

DE DEUX HEURES

Marseille, 12 mars.

Une quête faite dans l'église Saint-Joseph, au profit de la souscription des femmes de France, à la suite d'un sermon prononcé par le père Didon, de l'ordre des dominicains, a produit une somme de 15,125 fr., sans compter divers bijoux.

Le 3 0/0 fait 56 75 au comptant ; l'Emprunt 60 00 ; le Libéré, 88 80. Le Morgan est plus faible à 513 75.

Les obligations de la ville de Paris sont sans changement. Il y a un mouvement d'arrêt sur les obligations de la ville de Paris.

On monte sur les actions de la Banque, cotées 3,615. Les actions du Crédit foncier sont délaissées des acheteurs au comptant ; la spéculation seule tente de soutenir les cours de cette valeur, bonne en elle-même,

ques dans un problème de géométrie. A M. Brisson, succède M. Baragnon. Vos lecteurs liront le discours de ce dernier orateur. Il achève de porter l'excitation nerveuse de l'Assemblée à son comble, et il suffit désormais que M. Lefranc monte à la tribune pour rendre toute séance impossible. C'est ce qu'il fait M. Saint-Marc Girardin se couvre.

Le reste de la séance est remplie par la discussion sur la nouvelle rédaction de la loi relative à l'Internationale. On renvoie à demain la suite de cette discussion.

REVUE DES JOURNAUX

A propos de la regrettable séance d'avant-hier, le Soir s'élève avec une très grande force contre la tendance de nos représentants à faire passer de misérables querelles de ménage avant toutes les questions qui répondent à nos besoins les plus urgents : la libération du territoire, le budget, l'armée, l'instruction publique, etc.

Ce n'est pas, s'écrie-t-il, le comte de Chambord, cet innocent d'homme ou trois fois majeur, qui menace le provisoire ; ce n'est pas la famille d'Orléans, bonnetier ou ouvrier, qui nous menace, le grand parti des républicains par raison ; ce n'est pas la démagogie, épuisée par ses efforts du printemps dernier et par le sang qu'elle a perdu ; ce n'est pas même le bonapartisme, quoiqu'il se tienne prêt, dit-on, à profiter des occasions que vous lui faites. Les plus dangereux ennemis du régime actuel sont les hommes sans idées et sans cœur, qui découragent le bon vouloir du pays, trompent ses espérances, lassent sa patience, abrutissent sa conscience, le dégoutent de l'autorité légitime, mettent leur impuissance en étalage, tentent ainsi les malheurs et conspirent contre l'ordre, contre la loi, contre nous, contre eux-mêmes, en appelant les coups de main. Rappelez-vous l'histoire de 1851, et ne la recommencez pas ; la France vous en supplie !

La Presse signale la différence fondamentale qui y a entre le texte primitif du projet de loi Victor Lefranc et le texte adopté par la commission. La loi présentée par le gouvernement était une loi politique, une loi organique de la République ; la loi présentée par la commission est une simple loi de répression qui vient s'ajouter à toutes celles dont le code est encombré, et qui est absolument superflue.

Le projet du gouvernement, dit la Presse, n'était qu'un acte politique, déguisé sous une loi de répression. Désavantant le pacte de Bordeaux, dont il déchirait le dernier feuillet, il déclarait inviolable la République, que l'Assemblée avait décrété provisoirement.

Si l'Assemblée avait pu se soumettre à cet expédient, elle se déconsidérerait sans consolider le gouvernement. Elle l'a compris, et sa commission paraît avoir montré une fermeté et une sagesse qui lui font le plus grand honneur.

MM. de Joinville et d'Aumale seront-ils rétablis dans leurs grades, l'un de vice-amiral, l'autre de général de division ? L'Avenir national ne croit point que les espèces nouvelles de princes galonnés et empanachés, galopant devant le front des armées républicaines, puissent causer le plus léger ombrage à la République.

Tout ce monde léger, infantile, présomptueux et si plein de choquantes contradictions, épris de gloire, de succès, de palmiers, de titres, de couleurs, et surtout des gros traitements, ne saurait nous causer aucune inquiétude pour l'avenir de la République.

M. le duc d'Aumale veut être avant une année président de la République, et les journaux y insistent après de lui, s'attachent à démontrer la persistance de la méthode et la mieux suivie que l'Etat républicain est de sa nature même impossible en France. Que pourrions-nous...

Si l'Assemblée avait pu se soumettre à cet expédient, elle se déconsidérerait sans consolider le gouvernement. Elle l'a compris, et sa commission paraît avoir montré une fermeté et une sagesse qui lui font le plus grand honneur.

Si l'Assemblée avait pu se soumettre à cet expédient, elle se déconsidérerait sans consolider le gouvernement. Elle l'a compris, et sa commission paraît avoir montré une fermeté et une sagesse qui lui font le plus grand honneur.

Si l'Assemblée avait pu se soumettre à cet expédient, elle se déconsidérerait sans consolider le gouvernement. Elle l'a compris, et sa commission paraît avoir montré une fermeté et une sagesse qui lui font le plus grand honneur.

Si l'Assemblée avait pu se soumettre à cet expédient, elle se déconsidérerait sans consolider le gouvernement. Elle l'a compris, et sa commission paraît avoir montré une fermeté et une sagesse qui lui font le plus grand honneur.

Si l'Assemblée avait pu se soumettre à cet expédient, elle se déconsidérerait sans consolider le gouvernement. Elle l'a compris, et sa commission paraît avoir montré une fermeté et une sagesse qui lui font le plus grand honneur.

Si l'Assemblée avait pu se soumettre à cet expédient, elle se déconsidérerait sans consolider le gouvernement. Elle l'a compris, et sa commission paraît avoir montré une fermeté et une sagesse qui lui font le plus grand honneur.

Si l'Assemblée avait pu se soumettre à cet expédient, elle se déconsidérerait sans consolider le gouvernement. Elle l'a compris, et sa commission paraît avoir montré une fermeté et une sagesse qui lui font le plus grand honneur.

Si l'Assemblée avait pu se soumettre à cet expédient, elle se déconsidérerait sans consolider le gouvernement. Elle l'a compris, et sa commission paraît avoir montré une fermeté et une sagesse qui lui font le plus grand honneur.

Si l'Assemblée avait pu se soumettre à cet expédient, elle se déconsidérerait sans consolider le gouvernement. Elle l'a compris, et sa commission paraît avoir montré une fermeté et une sagesse qui lui font le plus grand honneur.

Si l'Assemblée avait pu se soumettre à cet expédient, elle se déconsidérerait sans consolider le gouvernement. Elle l'a compris, et sa commission paraît avoir montré une fermeté et une sagesse qui lui font le plus grand honneur.

Si l'Assemblée avait pu se soumettre à cet expédient, elle se déconsidérerait sans consolider le gouvernement. Elle l'a compris, et sa commission paraît avoir montré une fermeté et une sagesse qui lui font le plus grand honneur.

Si l'Assemblée avait pu se soumettre à cet expédient, elle se déconsidérerait sans consolider le gouvernement. Elle l'a compris, et sa commission paraît avoir montré une fermeté et une sagesse qui lui font le plus grand honneur.

Si l'Assemblée avait pu se soumettre à cet expédient, elle se déconsidérerait sans consolider le gouvernement. Elle l'a compris, et sa commission paraît avoir montré une fermeté et une sagesse qui lui font le plus grand honneur.

Si l'Assemblée avait pu se soumettre à cet expédient, elle se déconsidérerait sans consolider le gouvernement. Elle l'a compris, et sa commission paraît avoir montré une fermeté et une sagesse qui lui font le plus grand honneur.

Si l'Assemblée avait pu se soumettre à cet expédient, elle se déconsidérerait sans consolider le gouvernement. Elle l'a compris, et sa commission paraît avoir montré une fermeté et une sagesse qui lui font le plus grand honneur.

Si l'Assemblée avait pu se soumettre à cet expédient, elle se déconsidérerait sans consolider le gouvernement. Elle l'a compris, et sa commission paraît avoir montré une fermeté et une sagesse qui lui font le plus grand honneur.

Si l'Assemblée avait pu se soumettre à cet expédient, elle se déconsidérerait sans consolider le gouvernement. Elle l'a compris, et sa commission paraît avoir montré une fermeté et une sagesse qui lui font le plus grand honneur.

Si l'Assemblée avait pu se soumettre à cet expédient, elle se déconsidérerait sans consolider le gouvernement. Elle l'a compris, et sa commission paraît avoir montré une fermeté et une sagesse qui lui font le plus grand honneur.

Si l'Assemblée avait pu se soumettre à cet expédient, elle se déconsidérerait sans consolider le gouvernement. Elle l'a compris, et sa commission paraît avoir montré une fermeté et une sagesse qui lui font le plus grand honneur.

TRAVAUX PARLEMENTAIRES

LOI CONTRE L'INTERNATIONALE. — NOUVEAU PROJET DE LA COMMISSION

Art. 1^{er}. — Toute association internationale qui, sous quelque dénomination que ce soit et notamment sous celle d'Association internationale des travailleurs, aura pour but de provoquer à la suspension du travail, à l'abolition du droit de propriété de la famille, de la patrie ou des cultes reconnus par l'Etat, constituera, par le seul fait de son existence et de ses ramifications sur le territoire français, un attentat contre la paix publique.

Art. 2. — Tout Français qui, après la promulgation de la présente loi, s'affiliera ou restera affilié à l'Association internationale des travailleurs ou à toute autre association professant les mêmes doctrines et ayant le même but, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 50 à 1,000 fr. Il pourra en outre être privé de tous ses droits civils et de famille énumérés dans l'article 12 du Code pénal pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

L'étranger qui s'affiliera en France sera puni des peines édictées par la présente loi.

Art. 3. — La peine de l'emprisonnement pourra être élevée à cinq ans, et celle de l'amende à 2,000 fr., à l'égard de tous, français ou étrangers, qui auront accepté une fonction dans une de ces associations ou qui auront sciemment concouru à son développement, soit en recevant ou en provoquant à son profit des souscriptions, soit en lui procurant des adhésions collectives ou individuelles, soit enfin en propagant ses doctrines, ses manifestes ou ses circulaires. Les Français pourront en outre être déclarés par le jugement correctionnel qui interviendra, déchus de leur qualité de Français ; ils pourront néanmoins la recouvrer en se conformant aux prescriptions de l'article 18 du Code civil.

Art. 4. — Seront punis de un à six mois de prison et d'une amende de 50 à 500 fr., ceux qui auront prêté ou loué sciemment un local pour une ou plusieurs réunions d'une partie ou section quelconque des associations susmentionnées, le tout sans préjudice des peines plus graves applicables en conformité du Code pénal, aux crimes et délits de nature dont auront pu être rendus coupables, soit comme auteurs principaux, soit comme complices, les prévenus dont il est fait mention dans la présente loi.

Art. 5. — L'art. 463 du Code pénal pourra être appliqué, quant aux peines de la prison et de l'amende prononcées par les lois qui précèdent.

Art. 6. — Les dispositions du Code pénal relatives à celles des lois antérieures auxquelles il n'a pas été dérogé par la présente loi, continueront de recevoir leur exécution.

Art. 7. — La présente loi sera publiée et affichée dans toutes les communes.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Séance du 11 mars 1872

Droits sur la bière et la glace. — L'emprunt de 19 millions pour les cas de la Vierge. — Répression des fraudes d'octroi. — L'absinthe. — La place du Château-d'Eau.

M. le préfet fait connaître l'avis émis par le conseil d'Etat sur le tarif d'octroi de la bière et de la glace.

Le droit de la bière serait maintenu à 12 fr. 50 c. ; celui de la glace à 2 fr. 50 c. Mais les brasseries pourraient, par voie d'abonnement et com-

M. Cochon a passé une bonne nuit. La journée d'hier s'était également bien passée.

AUTRE CORRESPONDANCE

La nomination de M. de Goulard aux finances prend de plus en plus un caractère sérieux.

On annonce une interpellation de M. Gambetta au sujet de la réintégration du duc d'Aumale dans son grade de général de division.

Les premières vacances parlementaires auraient lieu, dit-on, dans une quinzaine de jours, soit le 28 ou le 29 mars, et auraient une durée de trois semaines à un mois.

L'Assemblée tient aujourd'hui sa quatre-vingt-troisième séance depuis la reprise de la session, le 4 décembre.

Aujourd'hui continuation de la discussion de la loi relative à l'Internationale.

Le projet de loi Victor Lefranc ne viendra en discussion que lundi prochain.

On distribue le rapport de M. Robert de Massy, au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi ayant pour objet de rapporter le décret de confiscation des biens de la famille d'Orléans.

C'est par erreur que le télégraphe nous a annoncé l'arrivée du général de Moltke à Naples, où il n'est jamais allé et où il ne doit même pas aller, quant à présent du moins ; la cause de l'erreur a été une ressemblance avec le fameux général prussien, d'un Allemand, qu'on a vu avant-hier près de l'hôtel du Louvre.

Sous ce titre : La France et la Prusse avant la guerre ; M. le duc de Gramont va publier, très prochainement, un ouvrage destiné à faire la lumière sur certains points de notre histoire contemporaine. Cette œuvre est impatientement attendue.

BOURSE DU 13 MARS		Précédé.	Premier	Plus
		cours	cours	haut
99	3 0/0	94	93 75	93 75
99	5 0/0	94	93 75	93 75
99	10 0/0	94	93 25	93 25
99	15 0/0	94	92 25	92 25
99	20 0/0	94	91 25	91 25
99	25 0/0	94	90 25	90 25
99	30 0/0	94	89 25	89 25
99	35 0/0	94	88 25	88 25
99	40 0/0	94	87 25	87 25
99	45 0/0	94	86 25	86 25
99	50 0/0	94	85 25	85 25
99	55 0/0	94	84 25	84 25
99	60 0/0	94	83 25	83 25
99	65 0/0	94	82 25	82 25
99	70 0/0	94	81 25	81 25
99	75 0/0	94	80 25	80 25
99	80 0/0	94	79 25	79 25
99	85 0/0	94	78 25	78 25
99	90 0/0	94	77 25	77 25
99	95 0/0	94	76 25	76 25
99	100 0/0	94	75 25	75 25
99	105 0/0	94	74 25	74 25
99	110 0/0	94	73 25	73 25
99	115 0/0	94	72 25	72 25
99	120 0/0	94	71 25	71 25
99	125 0/0	94	70 25	70 25
99	130 0/0	94	69 25	69 25
99	135 0/0	94	68 25	68 25
99	140 0/0	94	67 25	67 25
99	145 0/0	94	66 25	66 25
99	150 0/0	94	65 25	65 25
99	155 0/0	94	64 25	64 25
99	160 0/0	94	63 25	63 25
99	165 0/0	94	62 25	62 25
99	170 0/0	94	61 25	61 25
99	175 0/0	94	60 25	60 25
99	180 0/0	94	59 25	59 25
99	185 0/0	94	58 25	58 25
99	190 0/0	94	57 25	57 25
99	195 0/0	94	56 25	56 25
99	200 0/0	94	55 25	55 25
99	205 0/0	94	54 25	54 25
99	210 0/0	94	53 25	53 25
99	215 0/0	94	52 25	52 25
99	220 0/0	94	51 25	51 25
99	225 0/0	94	50 25	50 25
99	230 0/0	94	49 25	49 25
99	235 0/0	94	48 25	48 25
99	240 0/0	94	47 25	47 25
99	245 0/0	94	46 25	46 25
99	250 0/0	94	45 25	45 25
99	255 0/0	94	44 25	44 25
99	260 0/0	94	43 25	43 25
99	265 0/0	94	42 25	42 25
99	270 0/0	94	41 25	41 25
99	275 0/0	94	40 25	40 25
99	280 0/0	94	39 25	39 25
99	285 0/0	94	38 25	38 25
99	290 0/0	94	37 25	37 25
99	295 0/0	94	36 25	36 25
99	300 0/0	94	35 25	35 25
99	305 0/0	94	34 25	34 25
99	310 0/0	94	33 25	33 25
99	315 0/0	94	32 25	32 25
99	320 0/0	94	31 25	31 25
99	325 0/0	94	30 25	30 25
99	330 0/0	94	29 25	29 25
99	335 0/0	94	28 25	28 25
99	340 0/0	94	27 25	27 25
99	345 0/0	94	26 25	26 25
99	350 0/0	94	25 25	25 25
99	355 0/0	94	24 25	24 25
99	360 0/0	94	23 25	23 25
99	365 0/0	94	22 25	22 25
99	370 0/0	94	21 25	21 25
99	375 0/0	94	20 25	20 25
99	380 0/0	94	19 25	19 25
99	385 0/0	94	18 25	18 25
99	390 0/0	94	17 25	17 25
99	395 0/0	94	16 25	16 25
99	400 0/0	94	15 25	15 25
99	405 0/0	94	14 25	14 25
99	410 0/0	94	13 25	13 25
99	415 0/0	94	12 25	12 25
99	420 0/0	94	11 25	11 25
99	425 0/0	94	10 25	10 25
99	430 0/0	94	9 25	9 25
99	435 0/0	94	8 25	8 25
99	440 0/0	94	7 25	7 25
99	445 0/0	94	6 25	6 25
99	450 0/0	94	5 25	5 25
99	455 0/0	94	4 25	4 25
99	460 0/0	94	3 25	3 25
99	465 0/0	94	2 25	2 25
99	470 0/0	94	1 25	1 25
99	475 0/0	94	0 25	0 25
99	480 0/0	94	0 25	0 25
99	485 0/0	94	0 25	0 25
99	490 0/0	94	0 25	0 25
99	495 0/0	94	0 25	0 25
99	500 0/0	94	0 25	0 25
99	505 0/0	94	0 25	0 25
99	510 0/0	94	0 25	0 25
99	515 0/0	94	0 25	0 25
99	520 0/0	94	0 25	0 25
99	525 0/0	94	0 25	0 25
99	530 0/0	94	0 25	0 25
99	535 0/0	94	0 25	0 25
99	540 0/0	94	0 25	0 25
99	545 0/0	94	0 25	0 25
99	550 0/0	94	0 25	0 25
99	555 0/0	94	0 25	0 25
99	560 0/0	94	0 25	0 25
99	565 0/0	94	0 25	0 25
99	570 0/0	94	0 25	0 25
99	575 0/0	94	0 25	0 25
99	580 0/0	94	0 25	0 25
99	585 0/0	94	0 25	0 25
99	590 0/0	94	0 25	0 25
99	595 0/0	94	0 25	0 25
99	600 0/0	94	0 25	0 25
99	605 0/0	94	0 25	0 25
99	610 0/0	94	0 25	0 25
99	615 0/0	94	0 25	0 25
99	620 0/0	94	0 25	0 25
99	625 0/0	94	0 25	0 25
99	630 0/0	94	0 25	0 25
99	635 0/0	94	0 25	0 25
99	640 0/0	94	0 25	0 25
99	645 0/0	94	0 25	0 25
99	650 0/0	94	0 25	0 25
99	655 0/0	94	0 25	0 25
99	660 0/0	94	0 25	0 25
99	665 0/0	94	0 25	0 25
99	670 0/0	94	0 25	0 25
99	675 0/0	94	0 25	0 25
99	680 0/0	94	0 25	0 25
99	685 0/0	94	0 25	0 25
99	690 0/0	94	0 25	0 25
99	695 0/0	94	0 25	0 25
99	700 0/0	94	0 25	0 25
99	705 0/0	94	0 25	0 25
99	710 0/0	94	0 25	0 25
99	715 0/0	94	0 25	0 25
99	720 0/0	94	0 25	0 25
99	725 0/0	94	0 25	0 25
99	730 0/0	94	0 25	0 25
99	735 0/0	94	0 25	0 25
99	740 0/0	94	0 25	0 25
99	745 0/0	94	0 25	0 25
99	750 0/0	94	0 25	0 25
99	755 0/0	94	0 25	0 25
99	760 0/0	94	0 25	0 25
99	765 0/0	94	0 25	0 25
99	770 0/0	94	0 25	0 25
99	775 0/0	94	0 25	0 25
99	780 0/0	94	0 25	0 25
99	785 0/0	94	0 25	0 25
99	790 0/0	94	0 25	0 25
99	795 0/0	94	0 25	0 25
99	800 0/0	94	0 25	0 25
99	805 0/0	94	0 25	0 25
99	810 0/0	94	0 25	0 25
99	815 0/0	94	0 25	0 25
99	820 0/0	94	0 25	0 25
99	825 0/0	94	0 25	0 25
99	830 0/0	94	0 25	0 25
99	835 0/0	94	0 25	0 25
99	840 0/0	94	0 25	0 25
99	845 0/0	94	0 25	0 25
99	850 0/0	94	0 25	0 25
99	855 0/0	94	0 25	0 25
99	860 0/0	94	0 25	0 25
99	865 0/0	94	0 25	0 25
99	870 0/0	94	0 25	0 25
99	875 0/0	94	0 25	0 25
99	880 0/0	94	0 25	0 25
99	885 0/0	94	0 25	0 25
99	890 0/0	94	0 25	0 25
99	895 0/0	94	0 25	0 25
99	900 0/0	94	0 25	0 25
99	905 0/0	94	0 25	0 25
99	910 0/0	94	0 25	0 25
99	915 0/0	94	0 25	0 25
99	920 0/0	94	0 25	0 25
99	925 0/0	94	0 25	0 25
99	930 0/0	94	0 25	0 25
99	935 0/0	94	0 25	0 25
99	940 0/0	94	0 25	0 25
99	945 0/0	94	0 25	0 25
99	950 0/0	94	0 25	0 25
99	955 0/0	94	0 25	0 25
99	960 0/0	94	0 25	0 25
99	965 0/0	94	0 25	0 25
99	970 0/0	94	0 25	0 25
99	975 0/0	94	0 25	0 25
99	980 0/0	94	0 25	0 25
99	985 0/0	94	0 25	0 25
99	990 0/0	94	0 25	0 25
99	995 0/0	94	0 25	0 25
99	1000 0/0	94	0 25	0 25

